



N° 15877*01

**Listes électorales.
Contestation de la décision prise par la commission administrative,
à effectuer entre le 11 et le 20 janvier de l'année en cours.
Saisine du juge d'instance**

(Articles L. 25 et suivants et R. 13 et suivants du code électoral)

Vous souhaitez contester la décision prise par la commission administrative à votre encontre ou à l'encontre d'un autre électeur relative à l'inscription ou à la radiation sur les listes électorales de votre commune.

*Veillez, **avant de commencer** à remplir votre demande, **vous reporter à la notice.***

Votre identité :

Madame Monsieur

Votre nom de famille (de naissance) :

Votre nom d'usage (ex. nom d'époux/d'épouse) :

Vos prénoms : _____

Votre date et lieu de naissance : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| à _____

Votre nationalité : _____

Votre profession : _____

Votre adresse : _____

Code postal |_|_|_|_|_| Commune : _____

Pays: _____

Votre adresse électronique :

_____@_____

Votre numéro de téléphone: |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Si vous n'êtes pas l'électeur directement intéressé par la décision rendue par la commission administrative, veuillez également remplir les champs suivants :

Madame Monsieur

Son nom (de naissance) : _____

Son nom d'usage (ex. nom d'épouse) : _____

Ses prénoms : _____

Son adresse : _____

Code postal | ____| Commune : _____

Pays: _____

Votre demande :

Vous demandez au juge du tribunal d'instance de :

Code postal | ____| Ville : _____

(Veuillez cocher la case correspondant à votre demande)

votre inscription

l'inscription ou la radiation d'un électeur omis ou indûment inscrit

sur les listes électorales de la commune de _____

Votre consentement concernant la transmission par voie électronique des avis adressés par le greffe :

J'accepte que les avis utiles à la présente procédure me soient adressés par le greffe de la juridiction au moyen d'un courrier électronique à l'adresse suivante :

_____@_____

Je suis informé que mon consentement **peut être révoqué à tout moment** par déclaration orale au greffe de la juridiction saisie ou par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au même service.

J'ai bien noté qu'en cas de demande de révocation par lettre recommandée avec accusé de réception, ma révocation prendra effet à compter de la réception du courrier par le greffe.

J'ai bien noté que je dois signaler au service saisi de mon affaire tout changement d'adresse de messagerie.

J'ai bien noté que je dois signaler au même service toute circonstance ne me permettant pas de consulter ma messagerie électronique de manière durable. Dans ce cas, **je sais qu'il m'est recommandé de révoquer mon consentement.**

Article 748-8 du code de procédure civile : Par dérogation aux dispositions du présent titre, lorsqu'il est prévu qu'un avis est adressé par le greffe à une partie par tous moyens, il peut lui être envoyé au moyen d'un courrier électronique ou d'un message écrit, transmis, selon le cas, à l'adresse électronique ou au numéro de téléphone qu'elle a préalablement déclaré à cette fin à la juridiction.

Cette déclaration préalable mentionne le consentement de cette partie à l'utilisation de la voie électronique ou du message écrit transmis au numéro de téléphone, pour les avis du greffe transmis dans l'instance en cours, à charge pour elle de signaler toute modification de son adresse électronique ou de son numéro de téléphone. **Ce consentement peut être révoqué à tout moment.***

* En cas de demande de révocation, vous pouvez télécharger et imprimer le formulaire de « Consentement à la transmission par voie électronique des avis du greffe » dans l'onglet droit et démarche formulaire pour les particuliers, action en justice (<http://www.vos-droits.justice.gouv.fr>) ou retirer ce formulaire au greffe de la juridiction que vous avez saisie. Ce formulaire, téléchargé et rempli par vos soins, pourra être déposé au greffe ou adressé au greffe par lettre recommandée avec accusé de réception.

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné(e) _____ certifie sur l'honneur que les renseignements portés sur ce formulaire sont exacts.

Fait à : _____ Le |_|_|_|_|_|_|_|_|

Signature

La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative aux fichiers nominatifs garantit un droit d'accès et de rectification des données auprès des organismes destinataires de ce formulaire.